

International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire



Un nouveau champ d'intervention : « la Culture Scientifique, Technique et Industrielle »

A New Field for Action: "Scientific, Technical and Industrial Culture"

Un nuevo campo de intervención: "la cultura científica y técnica".

Monique Laigneau

Numéro 15 (55), printemps 1986

Savoirs en crise

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034441ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034441ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Laigneau, M. (1986). Un nouveau champ d'intervention : « la Culture Scientifique, Technique et Industrielle ». *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (15), 123–132.
<https://doi.org/10.7202/1034441ar>

Résumé de l'article

Depuis 1982, est née en France une politique de développement de la Culture Scientifique, Technique et Industrielle. L'enjeu de cette démarche est avant tout économique : essayer de se sortir de la crise. Pour mobiliser les populations, il était d'une part nécessaire de mémoriser les savoir-faire traditionnels valorisant le capital culturel en voie de disparition de milliers de travailleurs, et d'autre part de mettre en oeuvre des projets favorisant l'acculturation à la modernité, c'est-à-dire l'apprentissage des nouvelles technologies.

Une techno-culturello-structure s'est mise en place à travers un certain nombre de réalisations, lesquelles posent des problèmes quant au partage du savoir et aux processus enclenchés pour une réelle démocratisation des connaissances.

Cependant, ce qui paraît le plus important c'est l'impulsion d'une expérimentation sociale et culturelle authentiquement démocratique. Mais peut-être n'est-ce là qu'une mode conjoncturelle ?

Un nouveau champ d'intervention : « la Culture Scientifique, Technique et Industrielle » ¹

M. Laigneau

L'émergence d'une politique de développement de la Culture Scientifique, Technique et Industrielle pose le problème des rapports aux savoirs et du partage des connaissances.

Se cristallisent autour d'elle, divers enjeux mettant en scène les acteurs politiques, économiques, sociaux, culturels et les producteurs de savoirs.

Derrière un discours consensuel, tactiques et stratégies s'affrontent, portées par les différents partenaires en quête du maintien de leur légitimité ou à la recherche d'une légitimité nouvelle.

1. Éléments d'une histoire

L'enjeu économique

Dans les divers textes émanant des ministères (Culture, Recherche et Industrie...), ou dans les bilans des groupes de travail réunis dès 1982 à l'initiative du Ministère de la Culture, la mise en oeuvre d'une politique de Culture Scientifique, Technique et Industrielle est clairement liée aux enjeux économiques que se donne la société française.

Il s'agit d'un côté de développer le potentiel économique, notamment celui utilisant les nouvelles technologies et, de l'autre, de res-

structurer les secteurs économiques en crise qui sont devenus obsolètes. Les discours et les écrits, qu'ils tirent leur origine de mouvements traditionnellement étiquetés de droite ou de gauche sur l'échiquier politique, semblent plutôt caractéristiques de l'émergence d'une « majorité » d'idées dont la structuration est nécessaire si l'on veut trouver, en partie au moins, des solutions à la crise économique. Le ton de ces diverses expressions, orales ou écrites, est volontairement dramatisant, méthode pour créer un large consensus et légitimer la mise en place d'une « technologico-

- 124 structure ». L'objectif est de contribuer à créer un véritable mouvement social (mais crée-t-on des mouvements sociaux ?) qui aiguillonne la croissance économique. Passer d'une société de consommation – particulièrement des nouvelles technologies – à une société de création – de ces mêmes nouvelles technologies – est une formule qui revient comme un leitmotiv.

L'enjeu politico-culturel

En France, il y a eu traditionnellement valorisation de la culture littéraire. La culture scientifique, et surtout technique, est l'objet d'un certain mépris.

L'inculture technique dans laquelle la majeure partie de la population est enfermée est source potentielle de révoltes ; révoltes de la part de ceux qui se retrouvent au chômage après la fermeture de leurs usines devenues non compétitives (exemple : la sidérurgie en Lorraine), mais aussi révoltes de ceux qui sont confrontés aux nouvelles technologies sans les comprendre². En butte de manière permanente, et de plus en plus intensive, aux nouvelles technologies sur les lieux de travail, mais également dans toute la vie quotidienne, les individus impuissants et désarmés risquent d'adopter des attitudes de refus par rapport au « Progrès ». Même si l'idéologie du progrès³ paraît ces dernières années avoir repris quelque

vigueur⁴, elle est toujours susceptible d'être remise en question.

La population particulièrement visée par cette politique de développement de la Culture Scientifique, Technique et Industrielle (outre celle des travailleurs qui sont dans l'obligation de se reconverter) est celle des jeunes, touchée directement par le chômage causé par la rationalisation technologique. Alors qu'elle devrait rentrer dans le monde du travail, imprévisible quant à sa capacité d'inventer de nouvelles valeurs, la jeunesse ne cherche pas forcément l'intégration socio-culturelle que procure l'exercice d'un travail (à la différence sans doute de générations de salariés ou d'artisans plus âgées). La crainte du loup de banlieue, chômeur qui détruit les supports matériels des nouvelles technologies (les ordinateurs...) hante certains responsables économiques, politiques ou culturels « éclairés ». L'originalité de certains mouvements sociaux est d'émerger des profondeurs du tissu socio-culturel sans prévenir et de porter au devant de la scène de nouvelles valeurs qui entraînent des réorganisations dans les schémas de pensée, tant culturels qu'éthiques, et dans les manières d'être au monde.

La création d'une ambiance « technologiciste » mobilisant les capacités créatrices, tant des industriels que des travailleurs, semble indispensable pour pallier au manque d'enthousiasme de la majorité de la population en ce qui concerne les nouvelles technologies, et pour éviter de nouvelles sources de dépendance et d'aliénation.

Certains parlent d'une véritable révolution culturelle à entreprendre ; d'autres d'un déplacement culturel fondamental où les sciences, les techniques et les activités industrielles jouent un rôle prépondérant et sont porteuses de nouvelles pratiques et représentations culturelles.

Il se produit d'ailleurs un recentrage sur l'entreprise, considérée

non seulement comme lieu de production, mais comme pivot culturel essentiel. Ce glissement est significatif par rapport à l'animation socio-culturelle traditionnelle, ancrée sur les lieux d'habitation, qui n'occupe plus une place quasi exclusive dans les politiques culturelles.

Un mouvement de respatialisation culturelle se dessine autour des activités économiques. Des revendications disant que la culture d'entreprise est un patrimoine commun sont significatives de la volonté de réhabilitation de l'économie. Les notions de profit ou d'exploitation apparaissent bien vieillies.

Plus globalement, il s'agit de rechercher de nouvelles cohésions sociales. Au nom des nouvelles technologies (ou des savoir-faire tombant dans l'oubli), et avec leurs conséquences sur l'emploi, le climat est à la mobilisation générale !

Un mouvement social de fond

La modernisation de l'appareil de production et les restructurations d'entreprise ont entraîné une prise de conscience : dans quelques années allaient disparaître de nombreux savoir-faire ouvriers attachés aux industries traditionnelles. Quand ce sont des régions entières comme la Lorraine, touchée de plein fouet par la réorganisation complète (voire la disparition) de la sidérurgie, qui perdent toute référence identitaire, reposant sur plusieurs décennies, au monde du travail, ce sont des valeurs qui ont porté les modes de pensée de plusieurs générations qui risquent de tomber à jamais dans l'oubli. Si les révoltes et les mouvements de grève ont évidemment, de manière conjoncturelle, alerté une opinion publique sensible et plutôt favorable à la colère légitime de milliers de travailleurs, soutenus pratiquement par toute la population locale (opérations « ville morte » à l'initiative de commerçants, etc.), plus profondément encore ce qui

se jouait c'était la perte pour la collectivité d'un capital social et culturel, si n'étaient pas mis en place les moyens de conserver la mémoire des savoir-faire.

Peut-être conscients de ces dangers, les responsables locaux, avec l'appui des pouvoirs publics, ont développé une politique d'utilisation des anciennes usines désormais désaffectées, de remodelage des musées traditionnels, de création de nouveaux équipements (écomusées, Centres de Culture Scientifique, Technique et Industrielle) permettant la préservation des machines et des savoir-faire.

Si l'exemple de la Lorraine a été particulièrement crucial, d'autres régions (Bretagne, Bourgogne...) ont été touchées de manière aussi brutale mais sur une échelle plus réduite, du moins au niveau du retentissement dans l'opinion publique, avec des pans entiers d'activités qui ont disparu.

La prise de conscience de l'obligation de ne pas laisser mourir ce capital culturel, possession symbolique mais également physique – un sidérurgiste ou un mineur, et cela est vrai de toute catégorie sociale, porte sur son corps les marques de son activité – n'aurait sans doute pas émergé aussi vite si elle ne s'arc-boutait à un vaste mouvement de fond apparu dès le début des années 70.

La résurgence des diverses cultures populaires et l'affirmation de cultures de groupes minoritaires – rockers, passionnés de moto, mouvements d'immigrés, mouvement « touche pas à mon pote », spécificités attachées à des catégories d'âge, des originalités sexuelles, femmes, homosexuel(le)s – provoquées par l'échec (relatif) de la politique de démocratisation de la « culture cultivée », ont mis en évidence la persistance de pratiques et de représentations culturelles, (faisant douter par ailleurs de l'homogénéisation venant de la soi-disant culture de masse...⁵).

Autre mouvement de fond à signaler également, la revendication de « Vivre et Travailler au Pays »⁶ et donc de pouvoir spatialiser sa culture, tant celle émanant du travail, que de l'ensemble de la vie quotidienne, et que celle profondément ancrée dans des traditions historiques contextuelles.

Les éléments avancés ci-dessus constituent un premier volet de ce que « je » nomme mouvement de fond.

Le second volet est ordonné par l'engouement né autour des nouvelles technologies. De manière quasi spontanée, des queues se forment aux portes d'organismes et d'associations proposant des manipulations d'ordinateurs.

Les clubs d'informatique⁷ ont fleuri tout à coup, poussant les institutions – et notamment l'Éducation Nationale – à introduire en leur sein l'informatique, relais nécessaire à la valorisation du potentiel économique, mais aussi relais obligé de demandes de « mise à niveau » et de demandes ayant parfois un fort aspect ludique de la part, notamment, des jeunes.

Enfin, troisième volet, le potentiel de créativité de l'immense majorité des individus qui, plutôt que de se trouver en position de soumission face aux nouvelles machines, essaient de se les approprier et de les bricoler. Là encore les jeunes ont l'initiative, bricolant leurs motos jusqu'à en faire des engins originaux, piratant les ordinateurs, fabriquant des synthétiseurs pour entendre leur musique, et il ne faut pas oublier tous les autodidactes des nouvelles technologies. Ce mouvement, comme le bricolage classique, est tout à fait incontrôlable. Il est éventuellement cause de l'ouverture de nouveaux marchés et surtout de nouvelles pratiques et représentations culturelles qui taraudent le corps social dans son entier.

Un mouvement lié à la propre histoire des sciences humaines

Un des rôles fondamentaux des sciences humaines est de saisir ce qui surgit des profondeurs du tissu socio-culturel et, le cas échéant, de le favoriser par des recherches – une recherche, de par sa matérialité même, créant des catégories jusqu'alors inconnues – permettant de confirmer l'existence de tel ou tel phénomène.

Un autre de leur rôle est de porter un regard critique sur leur histoire, leur mode de structuration et de faire de façon permanente le bilan de ce qu'elles étudient et de ce qu'elles laissent de côté, et ce choix, même s'il est inconscient, révèle ce que l'ensemble social prend en compte, cache ou désavoue.

En ce qui concerne l'ethnologie, lors de la création, en 1937, du Musée National des Arts et Traditions Populaires, en dépit des travaux de Georges-Henri Rivière, responsable de ce musée, peu de recherches ont été réalisées sur le travail et la culture industriels (à l'exception bien sûr des travaux de Paul Sébillot⁸, de Michèle Perrot⁹, etc.). L'école des folkloristes français (Van Gennep¹⁰) a laissé de côté ce domaine. Elle s'est penchée sur les traditions, les pratiques rituelles, les fêtes du milieu rural, niant en réalité l'importance de la culture industrielle et considérant même l'industrie comme désintégratrice du patrimoine culturel français.

Ce parti pris a rejaili sur la conception des musées, par exemple, n'accordant de l'intérêt qu'à leur fonction de conservation sacralisante d'objets précieux. S'il ne faut sans doute pas être catégorique à ce sujet, les musées mettant en oeuvre des pratiques de pédagogie active et ne se bornant pas à transmettre un savoir mort, il est quand même nécessaire de souligner que l'offre de la contemplation de la science, des techniques et des

126 modes de vie prime souvent sur une mise en scène bien réfléchie, qui viserait à faire du spectateur, un acteur, et aurait comme objectif de rendre les objets vivants et non d'essayer d'attirer le regard sur des fossiles. Or, l'articulation entre la conception d'un musée et la façon dont sont conduites les recherches est évidente, les recherches fournissant souvent la matière première.

Ces considérations ont nourri les débats de nombreux ethnologues qui se penchant sur l'analyse du monde industriel et sentant l'importance des rites liés au travail, soulignent l'intérêt de réaliser des recherches sur les savoir-faire en voie de disparition par suite de leur remplacement par de nouvelles technologies.

Ils ont contribué à faire converger l'attention de divers responsables politiques ou culturels sur des univers dont personne ne se souciait – à part quelques exceptions – à rendre compte de leur existence et à les mettre en mémoire pour ceux qui les fabriquaient, ou les avaient fabriqués, et pour les générations futures.

Si on ne peut affirmer de manière péremptoire que s'est produit tout à coup un changement radical de perspective – certains soutiendront qu'un tel ou un tel partageait déjà ces préoccupations, et il est vrai qu'on ne refait jamais le monde à chaque fois que des approches et des sensibilités nouvelles apparaissent – un courant est

néanmoins en passe de devenir dominant, celui des ethnologues réhabilitant le monde de la technique¹¹. Il est interpellé en cela par les travailleurs qui n'étaient pas entièrement prêts à supporter que la société nie leur existence et leur passé de savoir-faire. Plus profondément, il faut le répéter, c'est la préservation d'un capital culturel important qui était menacée, on s'en allait vers l'annonce et la possibilité d'éventuelles fractures sociales, l'amorce de processus de stigmatisation de populations entières.

Un autre pan des recherches, autant ethnologiques, qu'anthropologiques et sociologiques, a été consacré aux effets des technologies nouvelles non seulement dans le monde du travail mais aussi dans la vie quotidienne.

Les approches sont variées, allant de l'appréhension concrète aux essais de formation de nouveaux repères symboliques et de réorganisation de l'imaginaire social. Il est très vite apparu aux chercheurs que loin de se plier à la violence technologique dénoncée par certains¹², les travailleurs inventaient des formes très élaborées d'appropriation des machines, ne serait-ce que par l'invention de postures, de gestuelles, etc.¹³. Quant à la sociologie du travail, l'éclairage parfois fonctionnaliste de ses recherches a été remis en cause et des manières neuves d'aborder les thèmes émanant du monde du travail sont apparues : importance plus grande attachée aux vécus culturels, aux univers pratico-sensibles, etc.

Le champ même des découpages thématiques est revenu à l'ordre du jour, véritable serpent de mer d'ailleurs, comme l'enfermement des disciplines dans des définitions strictes ; débats qui animent périodiquement les échanges entre chercheurs en sciences humaines. Ils touchent même l'établissement des frontières traditionnelles entre sciences « dures » et sciences « molles »,

quelques notions du fonctionnement du corps humain étant indispensables par exemple pour expliquer le sens de nouvelles gestuelles.

Les divisions entre sociologie du travail, sociologie de la culture, sociologie des loisirs, sont impossibles à respecter lorsqu'on engage des recherches sur les cultures populaires et, a fortiori, sur l'une des composantes de la culture, la culture scientifique, technique et industrielle.



2. Mise en place d'une techno-culturello-structure

Tenter de coordonner des mouvements sociaux, des attentes institutionnelles, n'est pas a priori une tâche aisée. L'initiative en ce domaine revient manifestement au Ministère de la Culture, ministère ouvert aux expérimentations, critiqué parfois pour cela, mais agissant de manière démocratique et compétente. Par cette constatation, il ne s'agit pas d'évacuer le rôle des autres ministères, Ministère de la Recherche et de la Technologie, de l'Environnement etc., ni des organismes interministériels telle la MIDIST, (Mission Interministérielle de l'Information Scientifique et Technique). Mais ils ont été plus réticents quant à une définition large des Centres de Culture Scientifique, Technique et Industrielle (CCSTI) alliant tous les aspects de la culture. La Mission Scientifique, Technique et Industrielle, créée en 1982 au sein du Ministère de la Culture, a plutôt été favorable à la prise en compte de projets divers. Elle a

assumé une fonction de pilotage essentielle.

Les Centres de Culture Scientifique, Technique et Industrielle

À partir de projets locaux et de structures existantes ou en voie de création, des études pré-opérationnelles, des échanges, des conseils et des crédits ont permis la création d'un réseau de CCSTI, idée défendue particulièrement par Jean-Marc Lévy Leblond¹⁴. Si des échecs ont été rencontrés, il y a aussi beaucoup de succès. Une dizaine de CCSTI existe actuellement en France.

Ces centres, que Bernard Maitte¹⁵ vient d'étudier, sont pluriels quant à l'envergure selon qu'ils sont locaux, départementaux ou régionaux, avec au sommet la vitrine « obligée » de la Cité des Sciences et Techniques de la Villette qui a des visées nationales et internationales¹⁶. Ils sont également différents en ce qui concerne les activités prioritaires. Tout en respectant l'originalité de chacun, l'absence d'un minimum de définition rend l'appellation CCSTI confuse.

Un exemple parmi d'autres de CCSTI : normalement un CCSTI doit avoir l'espace de rayonnement d'un équipement culturel moyen, type maison de la culture ou centre d'action culturelle.

Il se donne comme mission la rencontre entre les mondes des sciences, de l'économie, de la politique, de la culture, des associations, de l'information, de la formation et de la médiation.

Ainsi, si on prend le cas du CCSTI de Rennes, celui-ci a comme objectif pour l'année 1986¹⁷ « de devenir un pôle d'accumulation d'informations et un réseau multi-média de diffusion ». Cinq options ont été retenues :

- Constitution d'un centre de ressources : expositions, annuaires de la recherche, valises pédagogiques pour le public scolaire. Parmi

les initiatives présentées figurent diverses expositions ; une exposition « Horizons Mathématiques », appuyant une initiative de l'association des professeurs de mathématiques ; une exposition « Bionique », réalisant un parallèle entre le génie scientifique et le naturalisme, faite par le Muséum d'Histoire Naturelle de Paris ; une exposition sur le cerveau, produite par l'Institut National Scientifique d'Études et de Recherches Médicales (INSERM). Le CCSTI doit aussi servir de relais documentaire entre l'Inserm, le Comité Consultatif National d'Éthique pour les Sciences de la Vie et de la Santé, des associations et des programmes d'action éducative.

- Animation d'un nouvel équipement mis à la disposition du CCSTI qui a comme vocation d'être une vitrine des nouvelles technologies.

- Renforcement d'un réseau de diffusion par la poursuite de la réalisation d'un journal nommé « Réseau » élaboré par le CCSTI, ainsi que d'émissions de radio et de télévision.

- Évaluation, confrontation, vulgarisation, réflexion, grâce à des commissions, des tables rondes et des conférences.

- Participation à une grande manifestation, à la demande de la ville de Rennes : le Festival International des Arts Électroniques.

La création du CCSTI représente certes un élément d'animation important dans la vie locale. Cependant des interrogations germent. Permet-il une réelle rencontre entre les divers milieux scientifiques, économiques, politiques et culturels ? Le monde industriel semble peu touché ; les divers réseaux scientifiques sont loin d'être tous présents. Pourquoi y a-t-il une éclipse quasi totale des sciences humaines, éclipse qui se retrouve aussi dans d'autres CCSTI ?

Toute une partie des sciences composant la culture est absente, car ce sont les sciences débouchant

sur des résultats valorisables économiquement qui sont privilégiées. N'y a-t-il pas là un échec de l'osmose souhaitée entre toutes les sciences au niveau culturel, qui appelle une remise en cause ? L'image « municipaliste » du CCSTI ne nuit-elle pas à son développement ? Le CCSTI apparaît aux yeux de beaucoup comme un outil de la politique municipale. Enfin, se manifeste également un certain agacement de la part de plusieurs associations qui ont l'impression que le CCSTI récupère leurs actions et leurs moyens d'expression propres. Néanmoins d'autres associations voient dans le CCSTI une possibilité de valorisation.

127

Une politique Nationale

Pour animer le réseau des CCSTI il fallait une politique coordonnée, le Conseil National de la Culture Scientifique, Technique et Industrielle a été créé en septembre 1984, réunissant des représentants des divers ministères, des personnalités, etc. Le Ministre de la Culture a joué jusque-là un rôle prépondérant. Depuis novembre 1985, le Conseil n'existe plus sous sa forme ancienne, mais est scindé en trois instances qui ont pour mission de permettre une politique interministérielle plus coordonnée. Ce nouveau départ est susceptible de convaincre les divers partenaires de la nécessité d'entreprendre des actions en faveur de la Culture Scientifique, Technique et Industrielle qui prennent en compte tous les aspects que cette notion implique.

Les musées scientifiques et techniques

Actuellement se déroulent de nombreux débats autour de la conception de ce que doit être un musée scientifique ou technique comme cela a été signalé précédemment. Sa fonction de simple collection d'outils, de produits et de machines... est remise en cause.

128 Le musée a comme vocation pour certains d'être un lieu de débat social, de réappropriation de savoirs anciens, d'acculturation aux nouvelles technologies. Il est considéré comme un maillon important pour la diffusion de la Culture Scientifique, Technique et Industrielle.

Les responsables de musées anciens et récents s'interrogent sur la façon de transmettre des messages qui ne visent plus seulement à faire découvrir une technique mais aussi le monde du travail de telle entreprise, de telle ville ou de telle région. Certes la présentation d'un savoir-faire reste parfois dominante, mais on y adjoint l'approche culturelle d'un milieu, voire les approches politiques et sociales sans masquer les problèmes posés par les mutations et les conflits sociaux.

Autour de ces musées sont apparus des clivages, les objectifs des industriels, des travailleurs et des muséologues n'étant pas les mêmes. Pour les muséologues il s'agit parfois de reconquérir une image de marque en s'ouvrant aux préoccupations de la Culture Scientifique, Technique et Industrielle. Quant aux industriels, certains manifestent de l'indifférence face à ce type d'initiative, tandis que d'autres au contraire y apportent leur soutien et s'en font un instrument de promotion supplémentaire, ne concevant le musée que comme une vitrine qui peut attirer une clientèle potentielle et être un facteur de reconnaissance locale. De la part

des salariés, le gommage des conditions de travail et des conflits sociaux est source d'opprobre. À ce seul niveau la situation est complexe, les travailleurs voudraient à la fois idéaliser leur rôle et voiler les contradictions qui marquent aussi leur milieu.

Certains comités d'entreprise travaillent avec les musées ou font cavalier seul. Mais ce qui est à remarquer c'est qu'un mouvement se dessine chez eux. Ils désirent dépasser la gestion des seules activités de loisirs, qui occupe souvent la majeure partie de leur temps, et se consacrer à des activités de présentation de la vie de l'usine, de l'atelier, etc. Des expositions, des brochures, des livres, des films sont réalisés, dont l'objectif est de démontrer les dimensions culturelles d'un travail et d'un milieu.

Entre ces partenaires, la conservation de ces « mémoires » de pratiques culturelles est un enjeu. Qui doit élaborer ces mémoires et où doivent-elles être stockées : dans les musées extérieurs ou dans des musées d'entreprise ?

D'autres initiatives

L'opération « L'Encyclopédie Vivante »¹⁸ célèbre le bicentenaire de la mort de Diderot. Son but est de contribuer à une confrontation entre la France technologique du XVIII^e siècle et la France d'aujourd'hui. C'est une action transversale qui a mobilisé divers CCSTI, musées et associations, et qui connaît son aboutissement à la Cité des Sciences et de l'Industrie de la Villette en présentant, depuis mars 1986, une synthèse des nombreuses réalisations. Il s'agissait là de faire participer l'ensemble du réseau culturel, en concertation avec les forces économiques et la recherche, au mouvement général d'approche culturelle des sciences, des techniques et des industries selon une perspective transhistorique.

Il faudrait également citer les

Boutiques de Sciences qui s'associent à la politique de développement culturel à partir des mondes de la recherche et économiques, en s'appuyant sur des positions plus modestes mais peut-être plus profondes¹⁹.

La liste est très loin d'être exhaustive ; ne sont présentées là que quelques initiatives.

Bref, la mise en place et le fonctionnement maintenant effectifs d'une « technologico-culturello-structure » qui reste malgré tout sensible au foisonnement des projets, peuvent avoir une influence non négligeable dans la structuration de la politique culturelle relative à la science, à la technique, et à l'industrie. Le danger virtuel réside dans une trop stricte délimitation des projets qui seront retenus et financés.

La constitution de cette « technologico-culturello-structure » n'est pas sans ambiguïté. Pour certains médiateurs culturels il s'agit d'une reconversion. Bon nombre d'animateurs socio-culturels ayant fait le constat d'échec de la démocratisation culturelle, déjà déçus du peu de reconnaissance de leur action de soutien aux diverses « marginalités », se laissent assez facilement séduire par le chant des sirènes de la Culture Scientifique, Technique et Industrielle. Ils ouvrent leurs équipements sans hésitation. Pourtant s'il n'a pas été possible de démocratiser la culture, pourquoi serait-ce sans problème pour la Culture Scientifique, Technique et Industrielle ? Mais ce débat n'affleure pas beaucoup, l'enjeu étant de conquérir une nouvelle légitimité...

Quant aux « scientifiques » s'embarquant dans ce bateau qui vogue au grand large, sans doute y trouvent-ils aussi une légitimation, un nouveau statut social de créateurs culturels.

L'association des forces économiques comme partenaires essentiels, apporte aussi de nouvelles données dans le contexte culturel

classique. Elle permet l'éclatement de certaines barrières, mais porte également les clivages entre patronat, syndicats et comités d'entreprise au coeur de la réflexion culturelle, et enfin elle gomme ou ravive les tensions entre médiateurs culturels (muséologues, animateurs...), les uns et les autres s'affrontant à propos de leur légitimité à produire et à transmettre un patrimoine culturel.



3. Quelques réflexions

L'expression Culture Scientifique, Technique et Industrielle ne va pas de soi. Du côté des milieux « cultivés », la technique paraît constitutivement extérieure au champ des oeuvres de la culture. Du côté des travailleurs, il y a une méfiance manifeste. Habités à être « déposés » de la culture, à dénié la valeur de leurs propres pratiques culturelles, ils craignent des détournements de leurs références identitaires.

Une complexité à définir des contours

Il est vrai que donner à la notion de « culture » une dimension nettement anthropologique ne va pas de soi en France. L'attachement à la « culture cultivée », ou à son rejet, selon les catégories sociales, est fortement ancré dans les mentalités.

N'y a-t-il pas aussi « un quelque chose » tenant du mariage de la carpe et du lapin ? N'y a-t-il pas encore un danger de faire de la culture un opérateur quasi magique

pour expliquer toute activité, tout changement de valeur, etc. ? Des expressions, maintenant devenues courantes, comme « mettre en culture les sciences et techniques », « déboucher en culture », « cultiver la technique », traduisent au niveau du vocabulaire une volonté de lier des notions qui n'étaient pas jusqu'à maintenant couramment associées. Quoi qu'il en soit l'émergence de cette catégorie culturelle correspond à un contexte sociologique.

Néanmoins, nommer tout et n'importe quoi « culturel » risque de faire de la culture une notion sans rivages.

Alors qu'en France la notion de culture renvoie souvent à « loisirs » pour les milieux populaires, (et les industriels de la photographie ou de la perceuse ont intérêt à ce qu'il en soit ainsi), et à « peinture et musique classique... » pour la classe cultivée que décrit P. Bourdieu, il serait peut-être temps de réfléchir dans une perspective anthropologique. Personne ne nie l'importance culturelle des outils et des techniques dans les civilisations anciennes, leur rôle dans la maîtrise de la nature mais aussi dans les pratiques religieuses et les imaginaires.

Des problèmes épistémologiques

Cependant, et là est sans doute l'essentiel, la Culture Scientifique, Technique et Industrielle remet en cause tout un cortège de césures épistémologiques.

Approches : savantes/vulgaires, scientifiques/empiriques, fondamentales/appliquées, spéculatives/intuitives, exactes/humaines etc.

Chacun a le loisir d'allonger la liste, de faire des oppositions entre science et bricolage (Levi-Strauss²⁰), raisonnement quotidien et raisonnement scientifique (Garfinkel²¹), esprit scientifique et esprit pré-scientifique (Bachelard²²), pensée sauvage et pensée domestiquée, de faire siennes les conceptions de Popper²³,

d'adhérer à la façon de rendre compte de l'histoire des sciences et des techniques telle que la défend Bruno Latour²⁴ qui ne retrace pas la genèse des sciences et techniques sur un mode épique de conquête de l'Intelligence décrite un peu à la manière de la conquête de l'Espace²⁵, mais qui est sensible aux aspects matériels de la production des connaissances²⁶.

« Mettre » la recherche et la technique « en culture » est une nouvelle forme de production du sens social, impliquant de nouvelles réorganisations des modes de pensée, de l'appréhension du « réel » et de sa construction théorique.

Est-ce une bonne politique quand la « suspension du sens social »²⁷ paraît envahir cette décennie ?

La légitimation d'une société technologiste passe par la construction de nouvelles mythologies, débouche sur de nouveaux imaginaires, permet de fissurer la stricte séparation théorie/pratique. Les manières ludiques de présenter les sciences et les techniques, tel que le fait en partie la Cité Nationale des Sciences et Techniques de la Villette, permettent de se laisser aller à la rêverie, facilitent les ballades dans un au-delà des crises économiques et idéologiques. La recherche d'un consensus pour que tous les Français « retroussent leurs manches »²⁸, vieille lune ayant déjà éclairé d'autres époques, est sans doute à ce prix²⁹ !

En d'autres termes y a-t-il de réelles ruptures épistémologiques, politiques et culturelles, ou n'est-ce qu'une mode conjoncturelle, conduisant aux frontières obligées de remises en cause toutes matérielles et notamment économiques ?

Des problèmes de partage

Jamais la valorisation des divers modes de connaissance n'avait fait l'objet d'une politique nationale, même si celle-ci n'est pas dénuée

130 d'intentions velléitaires. S'il ne faut pas être dupe par rapport à l'enjeu essentiel qui est avant tout économique, l'expérimentation sociale qui se greffe autour des CCSTI, des Boutiques de Sciences et d'autres initiatives encore, est une tentative de partage des savoirs profondément démocratique.

L'impulsion d'expérimentations sociales est en elle-même authentiquement démocratique, visant des alternatives à l'appréhension de tel ou tel phénomène social. Mais les blocages ne manquent pas. De ce partenariat entre scientifiques, techniciens, monde du travail et univers associatif, fort complexe à gérer, que restera-t-il dans quelques années ?

Nous sommes en présence d'un contexte d'oscillations permanentes.

Les travailleurs sont certes favorables à la reconnaissance sociale de leurs savoirs et à la mise en mémoire de ceux-ci. Ils ne sont cependant pas souvent demandeurs, par exemple, de musées, ressentant dans cette démarche une folklorisation de leurs cultures. Les musées sont des lieux de production de sens social, symbolisant la façon dont une société traite des catégories sociales et des modes de vie. S'ils ne contribuent pas à maintenir vivantes des cultures, ils aliènent encore plus ceux qui les ont mis en oeuvre. L'équation musée = cimetière est souvent faite. Créer un musée dans une région en crise est une sorte de cérémonie funèbre. Tout à coup sonne

l'heure du partage de savoirs devenus socialement inutiles. Il est facile de comprendre que les travailleurs aient le sentiment d'être mis en vitrine, même si cela leur est demandé au nom de l'Histoire, de l'épaisseur immémoriale d'un village, d'une région ou d'une entreprise.

Il s'agit d'une spectacularisation de leurs savoirs plus que d'un partage actif.

Voilà un bout de la chaîne. À l'autre bout se trouvent les nouvelles technologies qui réactivent les mythes prométhéens de la science. À l'aide d'expositions, grandioses parfois comme celle du Festival de l'Industrie et de la Technologie (tenu à la Villette du mois d'octobre 1985 au mois de janvier 1986), l'objectif est d'acculturer chacun aux nouvelles technologies³⁰. Là encore, le partage est-il égalitaire ? De ce festival était pratiquement évacué tout débat social sur les conséquences des nouvelles technologies. Les processus de production de nombre de nouvelles technologies faisaient directement référence aux savoirs scientifiques. Si l'on prend par exemple le problème de l'intelligence artificielle, ses promoteurs essaient de plus en plus de modéliser les mécanismes mentaux humains à partir d'enquêtes et d'observations des pratiques des travailleurs, car ils ont fait l'expérience que les programmes étaient peu adaptés quand ils ne tenaient pas compte des savoirs concernant la façon de produire accumulés au fil des ans. Beaucoup de travailleurs sentent leur patrimoine technique pillé. L'articulation entre la démarche des concepteurs de l'intelligence artificielle et celle des travailleurs est rarement retraduite et mise en évidence.

Qu'il s'agisse de la revalorisation du passé et/ou de l'acculturation à la modernité, les acteurs de la Culture Scientifique, Technique et Industrielle veulent se placer au-dessus de la mêlée, au-dessus des

clivages conjoncturels. L'ambition est sans doute noble, mais la réponse est avant tout idéologique. La constitution des savoirs, leur mise en oeuvre, leurs rapports complémentaires ou conflictuels, se vivent et continuent de se vivre dans d'autres espaces, théâtres d'enjeux politiques et sociaux plus fondamentaux que les espaces culturels.

Le partage des connaissances, si partage il y a, ne va-t-il pas se réaliser uniquement sous le cha peau de la culture, les savoirs restant cloisonnés et risquant de le devenir de plus en plus ? Le scientifique, le technicien, l'industriel, l'ouvrier, auront peut-être en commun un même aspect de leur activité, l'emblème culturel, mais chacun restera enfermé dans son champ de théories ou de savoir-faire respectif.



Conclusion

Un nouveau mode d'acculturation au monde des techniques, qu'elles soient anciennes ou nouvelles, se met en place. L'acculturation n'est plus immédiate et osmotique comme dans les sociétés traditionnelles, mais médiatisée, les intermédiaires culturels (muséologues, animateurs, scientifiques, etc.) investissant ce territoire.

Plus fondamentalement de nouveaux champs de significations sont redécouverts : que les arts et traditions populaires soient culturels, personne ne voudrait le nier ; que les nouvelles technologies aient également cette dimension, cela n'est pas forcément acquis. Si ces

champs s'imbriquent dans les mentalités et les imaginaires, cela semble plutôt positif du moins à l'égard de la maîtrise culturelle.

De nouvelles hiérarchisations sociales se mettent en place et des systèmes de référence jusqu'alors peu pris en compte se dessinent.

Les nouvelles classes moyennes technologistes succèdent (même si elles sont souvent composées des mêmes franges sociales) aux « nouvelles » classes moyennes nées autour de l'animation socio-culturelle, des revendications urbaines, etc. Toujours actives dans la production de marqueurs sociaux, grandes utilisatrices de technologies nouvelles dans leur travail, mais aussi dans leur vie privée, grandes consommatrices d'expositions, elles produisent des valeurs sociétales qui tentent d'occuper la scène. Tout comme dans la sphère de l'animation ou de l'urbain elles occupent une position de carrefour et jouent un rôle non négligeable dans la configuration des savoirs, dans leur partage ou leur enfermement élitiste.

Au-delà, les modèles sociaux et les modèles de rapports sociaux contenus dans la notion de Culture Scientifique, Technique et Industrielle proposent de nouveaux référents identitaires et ébranlent la fermeté du monde de la production. Même s'il y a autant d'échecs que de succès réellement palpables, l'initiative était sans doute à tenter. De la confrontation de mondes qui avaient plutôt l'habitude de s'ignorer émergent, certes, des effets pervers mais aussi de nouvelles formes de compréhension et de tolérance.

Monique Laigneau
Chargée de recherche, CNRS
Université de
Haute-Bretagne
Rennes II

NOTES

- ¹ Je remercie les membres de la Mission Scientifique, Technique et Industrielle pour l'aide qu'ils m'ont apportée ; en particulier J.-P. Dalbera, B. Jeannot, J. Krien, R. Dolbert et C. Sabiron.
- ² Il y a presque fantasme que les travailleurs se mettent à casser les ordinateurs, comme certains d'entre eux ont démolé les premières machines au début de l'industrialisation.
- ³ Sans doute à cause du relatif échec du mouvement écologique en France.
- ⁴ Gagner la bataille économique, conquérir les marchés étrangers, mettre en œuvre une alphabétisation technologique afin de réduire le chômage, sont autant de priorités énoncées. Elles font oublier qu'il y a quelque temps encore des intellectuels, des politiques et des syndicalistes réfléchissaient sur des façons de produire et de vivre autrement et critiquaient de manière plus ou moins radicale l'idée du « progrès à tout prix ».
- ⁵ Culture de masse qui, à mon avis, n'a pas réellement d'existence, chaque catégorie sociale ayant des tactiques de détournement et d'appropriation particulières.
- ⁶ Slogan bien vivant en Bretagne.
- ⁷ Dont bon nombre émane d'associations de parents d'élèves voulant préparer leurs enfants à l'avenir.
- ⁸ Sébillot P., *Légendes et curiosités des métiers*, Paris, Flammarion, 1984-1985.
- ⁹ Perrot M., *Les ouvriers en grève. France 1871-1890*, Paris-La Haye, Mouton, 1974.
- ¹⁰ Van Gennep A., *Manuel de folklore français contemporain*, Paris, A. et J. Picard, 1937-1958 (3 tomes en 9 volumes).
- ¹¹ Gérôme N., Rignault B., Vallerand J., *Hommes, techniques et sociétés industrielles : traces et identités*, Paris, Dalloz, 1983.
- ¹² Roqueplo P., *Penser la technique. Vers une démocratie concrète*, Paris, Le Seuil, 1983.
- ¹³ Mothé D., *L'autogestion goutte à goutte*, Paris, Le Centurion, 1980. Lojkine J., « De la culture des dominés à la nouvelle culture autogestionnaire », Communication au colloque de Nantes, *Les cultures populaires*, Société française de sociologie, société d'ethnologie française, 1984.
- ¹⁴ Levy Leblond J.-M., *L'esprit de sel*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1981. Deuxième édition : Paris, Le Seuil, 1984. Il lance particulièrement l'expression « mettre en culture la science et la technique ».
- ¹⁵ Maitte B., *Les Centres de Culture Scientifique, Technique et Industrielle*, Paris, Ministère de la Culture, Service des Études et Recherches, novembre 1985.
- ¹⁶ Qui doit, d'une part, élaborer une politique nationale et internationale et, d'autre part, travailler avec les CCSTI. La réalisation de cette cité a fait couler beaucoup d'encre. Son caractère gigantesque en fait un emblème politique du gouvernement de la gauche.
- ¹⁷ Rapport de l'Assemblée générale du 19 octobre 1985. p. 24-26.
- ¹⁸ Opération à l'initiative de la Maison de la Culture de Reims.
- ¹⁹ Il existe une dizaine de Boutiques de Sciences en France, quelquefois intégrées dans les CCSTI. L'objectif des Boutiques de Sciences est non seulement de permettre à un large public de pouvoir formuler des questions scientifiques, mais aussi de montrer ce qu'est une démarche de recherche et de lutter contre une vision « scientiste » des sciences.
- ²⁰ Levi-Strauss C., *La pensée sauvage*, Paris, Plon, 1962.
- ²¹ Garfinkel H., *Studies in ethnomethodology*, New Jersey, Prentice Hall, 1967.

- ²² Bachelard G., *La formation de l'esprit scientifique*, Paris, Vrin, 1967.
- ²³ Popper K., *La logique de la découverte scientifique*, Paris, Payot, 1973.
- ²⁴ Latour B., « Comment redistribuer le grand partage ? », *Revue de Synthèse*, Vol. 110, avril-juin 1983.
- ²⁵ Conquête devenue maintenant banale. La magie des « sciences des fusées » tend d'ailleurs parfois à être dépassée et supplantée par l'engouement pour les sciences occultes, selon un effet de balancier bien connu.
- ²⁶ Je pense particulièrement à un livre, celui de Jacques J., *Confessions d'un chimiste ordinaire*, Paris, Le Seuil, 1981, qui traite de la pratique du chimiste comme de celle d'un boucher ou d'un couturier.
- ²⁷ Barel Y., *La société du vide*, Paris, Le Seuil, 1984.
- ²⁸ Expression célèbre employée par le Parti Communiste Français à la Libération, afin d'encourager les mineurs du Nord en grève à reprendre le travail.
- ²⁹ Le financement de la Cité des Sciences et Techniques de la Villette est très onéreux.
- ³⁰ Dalbéra J.-P., Laigneau M., *Demandes sociales en matière de culture et d'information scientifiques, techniques, industrielles*, Communication aux VIII^{es} Journées Internationales sur l'Éducation Scientifique, Chamonix, février 1986.

les Cahiers de la Recherche en Travail Social

N° 8 : Familles et conjugalité

De la diffusion (et) des (nouveaux) modèles familiaux et sexuels. Le rôle de bon pourvoyeur : son ascension et sa chute. Chercher à aimer : petites histoires de tactiques conjugales. Pour une typologie des modèles de couples dans les nouvelles générations. Déconstitution de la famille et trajectoire-logement ; esquisse d'un cadre théorique d'analyse. L'éternel féminin : ambiguïtés de sa perte. Le pouvoir familial dans la classe ouvrière : esquisse d'une interprétation.

L'explication en sciences sociales : essai de typologie.

Numéros antérieurs :

N° 6/7, Quelles solidarités ?

N° 5, Vu d'ailleurs 45 FF, 7 \$ can.

N° 4, Non thématique 45 FF,
7 \$ can.

N° 2/3, Analyses et modèles du
travail social au Québec
55 FF, 8 \$ can.

Abonnement simple (12 numéros)
80 FF, 12 \$ can.

CRTS — Université de Caen
Esplanade de la Paix, 14032 Caen Cedex, France
Tél. : (31) 94 81 40 — Postes 3598-3599